

## Cape Verde

---

### Executive Summary

Dans le cadre du programme pays 2012-2016, il faut relever les trois résultats importants suivants en 2015: i) soumission au Gouvernement de la nouvelle Carte de Politique Éducative à l'horizon de 2030. Un diagnostic du système a été élaboré et a démontré par exemple que les disparités sociales et quantitatives sont faibles ou globalement inexistantes dans le préscolaire et le primaire, là où la couverture scolaire est forte; ensuite les disparités sociales commencent à s'approfondir dans le premier sous-cycle du secondaire pour prendre une ampleur croissante lorsqu'on monte dans les échelons du système et que sa couverture globale diminue. Dans ce cadre une approche de cycle de vie a été adoptée pour la définition de la carte de politique visant la réduction des disparités et des iniquités existants dans le système. ii) Un document avec les options d'un programme de transferts sociaux pour le Cabo Verde a été techniquement validé et soumis au gouvernement au début 2015.

L'UNICEF en collaboration avec l'UNDP et le BIT, a appuyé l'élaboration de cet important document de politique avec les options pour la mise en œuvre d'un programme de transfert social cohérent, efficace et équitable. Cela présente (i) les options d'un programme de transferts sociaux, défini sur la base d'une analyse de la vulnérabilité sociale, du valeur des transferts, et sur les outils de suivi du programme; (ii) de l'évaluation des capacités du pays au niveau administratif, organisationnel et en terme de ressources humaines pour mettre un œuvre un tel programme et (iii) sur l'analyse de la situation macroéconomique et fiscale du pays ainsi que son profil de la situation démographique, afin d'évaluer ses capacités pour supporter un programme de telle envergure a été réalisé. Malgré sa mise à disposition, l'option de son adoption n'est pas encore validée par le Gouvernement, ce qui n'a pas permis la définition du programme de transferts sociaux en 2015. Avec trois élections prévues pour le premier semestre 2016, il y'aura certainement des retards dans la définition du programme. iii) le plan d'action sur l'abus et l'exploitation sexuel a été validé. Le plan a été construit sur la base de l'étude sur le phénomène de l'Abus et l'Exploitation Sexuelle des enfants qui grâce à une approche socio-anthropologique a exploré les questions d'attitudes et des connaissances sur ce phénomène, ce qui a fourni une base solide pour le plan de lutte. iv) un Light Management Review a eu lieu en Novembre 2015 et a donné les pistes pour la réorganisation Bureau Conjoint du PNUD/UNFPA/UNICEF. Un plan d'action a été élaboré et un travail conjoint entre le Bureau pays, le Siège et les Bureaux régionaux des trois agences est en cours. La mission a soulevé le besoin de régler la question de du Memorandum of Understanding (MoU) entre les trois agences visant un fonctionnement plus efficace du bureau Conjoint du PNUD/UNFPA/UNICEF. Il faut relever deux partenariats particulièrement positifs: i) la collaboration avec l'ONUDC et la Fondation « Terre des Hommes » dans le cadre de la justice pour les enfants a permis d'entamer un débat national sur la justice juvénile restaurative, en identifiant les principales forces et faiblesses, ainsi que les opportunités à saisir pour l'introduction de cette forme innovatrice de rendre justice, avec l'accent sur le dialogue, la participation, la réparation des dommages, la réintégration des auteurs de délits dans la société ainsi que la promotion de la paix sociale. ii) le partenariat avec l'OMS a permis un plaidoyer pour l'introduction du vaccin HPV dans le calendrier vaccinal. Encore à reporter les difficultés de 2014 liées à: i) l'absence de nouvelles données statistiques sur l'ensemble des phénomènes de

pauvreté, vulnérabilité et violations des droits des enfants ont ralenti certaines interventions prévues; et, ii) la difficulté d'accès aux systèmes de gestion de l'Unicef, notamment l'intranet et le logiciel Vision, est une difficulté additionnelle compte tenu de la nature même du bureau conjoint.

## Humanitarian Assistance

L'éruption du Volcan de Fogo a été arrêtée en Février 2015. La coulée de lave a complètement détruit les deux communautés dans la région. L'évaluation post-désastre, élaborée avec l'appui de l'UNICEF a démontré qu'en terme économique cette éruption a eu un effet important. Les dégâts (physiques et de production) ont été estimés à 28 millions US\$ et les besoins pour la récupération à 34 millions US\$. Le gouvernement a augmenté les taxes, notamment le TVA en 0,5%, pour la création d'un fond d'appui aux déplacés. L'UNICEF a contribué directement à la coordination opérationnelle de la réponse d'urgence suite à l'éruption volcanique sur l'île de Fogo, intégrant l'équipe de crise du Gouvernement avec l'UNDP et l'OCHA, ce qui a permis une amélioration en termes d'information et de coordination, notamment vis-à-vis des partenaires techniques et financiers. Une mission de l'UNICEF pour le rapid assesment a eu lieu à Fogo dans le but de recenser les besoins immédiats et proposer des réponses adéquates. Des démarches ont été faites concernant l'accompagnement psychosocial des familles dans les centres d'accueil et un plan early recovery avec une vision à long terme a été élaboré, en tenant en compte des questions d'éducation, protection, eau et assainissement. La question critique des centres d'accueil était celle de l'assainissement. Des toilettes portables ont été mises à disposition et des besoins de construction identifiés. La réponse dans le domaine d'éducation a été immédiate. Toutes les enfants ont été intégrés dans les écoles proches des centres d'accueil.

## Summary Notes and Acronyms

BCP - Business Continuity Plan  
BIT – Bureau International du Travail  
HACT - Harmonized Approach to Cash Transfers  
MOSS - Minimum Operating Security Standards  
MORSS - Minimum Operating Residential Security Standards  
ONUDC - Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime  
OMS – Organisation Mondiale de la Santé  
UNDSS - United Nations Department of Safety and Security  
UNICEF – United Nations Children's Fund  
UNFPA - United Nations Population Fund

## Capacity Development

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Sectoriel de l'Éducation, trente techniciens de quatre ministères (Plan, Education, Education Supérieure et formation professionnelle) ont été formés dans la modélisation et construction des scénarios financiers pour donner plus d'éléments aux décideurs. Cette formation a abouti dans la construction du modèle de simulation financière pour la nouvelle politique éducatif de Cabo Verde et était la base pour l'arbitrage financière et le choix du scénario de base. En 2015, le PNUD a coordonné l'équipe constituée par les agences des Nations Unies, l'Union Européenne et la Banque Mondiale, dans l'élaboration du rapport sur l'évaluation des Besoins Post-désastres (PDNA- sigle anglais) dus à l'éruption du volcan de Fogo. La mise en place de ce travail dans une collaboration très forte de la contrepartie nationale a permis la formation de capacités nationales dans la méthodologie et a contribué pour la définition d'un plan concret et budgétisé pour la récupération post-désastre.

## Evidence Generation, Policy Dialogue and Advocacy

Dans le cadre d'élaboration du plan d'action sur l'abus et l'exploitation sexuelle, une étude sur le phénomène a été élaborée avec une approche socio-anthropologique et a exploré les questions d'attitudes et des connaissances sur ce phénomène, mais aussi sur les données statistiques existants. Cela a fourni une base solide pour l'élaboration du plan d'action dans l'identification des goulots d'étranglement et dans l'attribution des responsabilités de chaque institution. En plus, la nouvelle approche utilisée dans le cadre de l'élaboration du plan stratégique de l'éducation a été adoptée grâce à l'analyse profonde et une prospective des informations du secteur de l'éducation, qui ont démontré le besoin d'une intervention sectorielle intégrée, afin d'améliorer la qualité de l'éducation et relever les nouveaux défis du pays. Le diagnostic a permis de remédier aux déficits constatés, et d'intégrer les perspectives nouvelles envisagées (quantité et qualité) visant la soutenabilité et l'efficacité. Les données collectées dans le diagnostic ont aidé à établir la structure du modèle de simulation des coûts pour son année de base, puis pour les projections jusqu'à l'horizon temporel du programme. La définition du modèle de simulation a facilité la compréhension des arbitrages auxquels le décideur ont été exposé. Ceci lui a facilité la définition des contours de la politique éducative et de la vision du pays pour le secteur et ses différentes composantes à horizon 2030. En plus, malgré le fait de l'UNICEF ne dispose pas des fonds pour la mise en œuvre des activités d'eau et assainissement dans le pays, il continue à jouer un rôle important dans les mécanismes de coordination des politiques existants et dans le plaidoyer. En 2015, deux techniciens de haut niveau et un expert du secteur ont participé dans la réunion « Innovative Finance for WASH in WCAR ».

## South-South Cooperation and Triangular Cooperation

Dans le Cadre de l'Initiative Conjointe pour la justice pour les enfants, une Conférence sur la justice juvénile s'est tenue à Cabo Verde, suite au Congrès International organisé en Suisse en janvier 2015. Cette Conférence a été réalisée grâce à la coopération triangulaire (entre Cabo Verde, Brésil/Amérique Latine et Suisse) à travers l'appui technique de la Fondation «Terre des Hommes».

## Human Rights-Based Approach to Cooperation

Les efforts du bureau sont focalisés sur le développement des partenariats appropriés pour la protection et promotion des droits humains comme suit : (i) partenariats avec d'autres agences du système dans le sens d'un plaidoyer renforcé dans la préparation des rapports et donc dans sa fonction de redevabilité aux instances de suivi des conventions; (ii) le renforcement des partenariats entre différentes institutions nationales pour la mise en place dans le pays des mécanismes institutionnels adéquats pour que le reporting puisse effectivement être mis à l'ordre des priorités. En 2015 aucun rapport sur les conventions n'a été élaboré. A soulever l'intégration de l'approche droite humaine dans tous les outils de planification et suivi du programme.

## Gender Mainstreaming and Equality

- Actions de combat contre la violence envers les filles, à travers le plan d'action pour l'abus et exploitation sexuelle des enfants; - Actions de renforcement de la capacité des professionnels de la santé pour l'accueil des victimes de VBG, (Violence Basée sur le Genre) dans le cadre de la mise en œuvre de la loi de VBG; - Intervention plus focalisée sur le renforcement des capacités et des réponses pour les cas de VBG ainsi que d'abus et exploitation sexuels au sein de familles, à l'île de Fogo, suite aux situations de déplacement liés à l'éruption volcanique

## Environmental Sustainability

Une étude sur la vulnérabilité et l'évaluation des risques à l'échelle nationale est en cours. L'objectif global de l'évaluation est de développer un profil de risque fondé sur des preuves, qui servira comme input critique pour la gestion des risques et son intégration dans les processus de développement local et de la résilience. L'évaluation nationale des risques sera complétée par une étude centrée sur les enfants (child centered risk assessment). Le processus d'élaboration de l'étude a démarré en 2015 avec le support du Bureau Régional. En outre, l'UNICEF a participé à l'élaboration du rapport sur l'évaluation des besoins post- désastre (PDNA) du volcan de Fogo. La participation de l'UNICEF a permis que les questions sociales, en particulier des enfants, soient pris en compte dans le rapport.

## Effective Leadership

Le Senior Management Team du Bureau fonctionne à travers des réunions régulières, ayant comme tâche principale l'amélioration continue de la qualité du travail du Bureau au niveau des programmes, des opérations, et au niveau stratégique. Une mission de Light Management Review a eu lieu en Novembre 2015 et a donné les pistes pour la réorganisation du Bureau en tant que Bureau Conjointe du PNUD/UNFPA/UNICEF. Un plan d'action a été élaboré et un travail conjoint entre le Bureau pays, le Siège et les Bureaux Régionaux des trois agences est en cours. Du point de vue de la gestion des risques, le Bureau Conjoint PNUD, UNFPA, UNICEF, utilisant les systèmes de gestion du PNUD depuis 2006, prépare chaque année un plan de gestion intégré (Integrated Workplan), sur le modèle du PNUD, qui nécessite une identification et un suivi systématiques des risques, l'identification rigoureuse et le recours à des solutions de mitigation des risques, évalués sur une base trimestrielle en cours d'année. Au niveau des projets, un système similaire de gestion des risques est également établi pour identifier et mitiger les risques de mise en œuvre. Pour ce qui se réfère aux risques financiers, le Bureau est fully HACT compliant.

## Financial Resources Management

En 2015, le Bureau Conjoint a obtenu la classification maximale dans les scorecards de gestion financière du PNUD. Par ailleurs, le Bureau réalise un suivi mensuel des avances de fonds faites aux partenaires de mise en œuvre, ayant pour objectif que ceux-ci ne dépassent pas les délais normaux de justification, évitant ainsi d'avoir des montants élevés non justifiés. Les taux de mise en œuvre devraient atteindre les 95%, sachant que les chiffres finaux ne sont pas encore disponibles. Aucune avance non justifiée de plus de 3 mois n'est à reporter, sachant que le Bureau suit à ce titre les systèmes du PNUD et qu'un système de reporting interne mensuel a été mis en place pour le suivi des justifications, de manière à assurer qu'aucun dépassement de 6 mois ne demeure. Dans le cadre du HACT, l'audit des certains partenaires à risque élevé (high risk) a été réalisé et aucune situation anormale notable n'a été identifiée.

## Fund-raising and Donor Relations

Le Bureau a continué les efforts en matière de mobilisation des fonds additionnels auprès des partenaires. Il est prévu dans le cadre de la nouvelle politique éducative une mobilisation de 1.2 million de US\$. Le bureau aura besoin de regarder de plus en plus vers des ressources externes et de diversifier sa base de financement pour assurer la viabilité financière de la structure actuelle avec des niveaux de livraison actuels. La finalisation de la stratégie de mobilisation des ressources, ainsi que un renforcement de la relation avec les points focaux du Bureau Régional pour ce sujet n'ont été introduits dans le plan d'action qu'à la sortie de la mission de light managent revue ayant eu lieu en Novembre 2015.

## Evaluation

Le bureau étant un Bureau Conjoint UNDP/UNFPA/UNICEF, il utilise les systèmes du PNUD pour l'évaluation et a élaboré dans le cadre de la préparation du nouveau programme 2012-2016, un plan budgétisé complet pour la durée du cycle. Il est prévu pour 2016 l'élaboration de l'analyse de situation des enfants et l'évaluation du programme pays, en tenant en compte le démarrage du processus d'un nouveau programme pays à la fin 2016.

## Efficiency Gains and Cost Savings

Le Bureau Conjoint, par sa propre nature, implique des économies surtout au niveau des coûts opérationnels et de gestion, comparé à un système de trois agences. Le Bureau est doté d'un système de panneaux solaires depuis 2013. Ce système permet de réaliser une économie dans la consommation énergétique d'environ 20% annuels. Une évaluation est en cours afin de renforcer le système en vue de réduire la consommation d'énergie d'environ 30 à 35% au niveau global, et ainsi réaliser d'importantes économies sur les factures énergétiques du bâtiment.

## Supply Management

Le Bureau a fait usage des LTAs et de l'appui du *supply* division UNICEF concernant les approvisionnements sur le volet santé, notamment pour les campagnes de vaccination polio, les compléments de nutrition et les équipements médicaux pour le renforcement des services de soins obstétricaux et néonataux.

Des efforts restent à faire en interne sur les volets de la planification (plan d'achats), de la qualité et de l'efficacité des systèmes relatifs à l'approvisionnement des services de haut niveau.

2015 procurement	Value in US\$
<b>Programme</b>	
EARLY CHILDHOOD DEVELOPMENT (IECD) KIT	2,609.95
MULTIPLE MICRN. PDR, CUSTOM SACH	186,529.12
Vehicle - TOYOTA Fortuner	28,972.15
EOS CAMERAS	2,042.79
MEDICAL EQUIPMENTS RASTREIO CANCRO	9,159.95
MEDICAL KITS	4,605.07
MEDICAL EQUIPMENTS SERVIÇO SR	44,369.85
MICRONUTRIENTS	40,643.88
HIV KITS	19,067.50
<b>Total</b>	<b>338,000.26</b>
<b>Operations</b>	
SEASONAL FLU SHOTS	1,320.00
<b>Total</b>	<b>1,320.00</b>

## Security for Staff and Premises

Le BCP est fonctionnel, assurant un degré de préparation. Les systèmes requis de réunions régulières de SMT et la remise à jour des documents de Security Plan, MOSS et MORSS ont été effectués en 2014, avec l'appui du conseiller d'UNDSS. Un opérateur radio/assistant de sécurité local a été recruté.

## Human Resources

Le Bureau Commun utilisant les systèmes de gestion du PNUD répond à l'enquête générale annuelle de cette agence – le Global Staff Survey– GSS. Les résultats disponibles à ce stade sont de 2014. Les résultats de l'enquête GSS 2014 ont été ouvertement discutés pendant une réunion du staff. Ces discussions ont abouti sur un certain nombre recommandations qui ont été formulées afin de répondre aux préoccupations identifiées et dans le but d'améliorer les domaines méritant une attention particulière du Management du Bureau.

## Effective Use of Information and Communication Technology

Les équipements et standards de communication du bureau sont ceux du PNUD, conformément aux accords de fonctionnement du bureau commun. C'est dans ce cadre que le bureau assure un certain nombre de services d'appui aux différentes agences du UN House, utilisant les systèmes en place.

## Programme Components from RAM

### ANALYSIS BY OUTCOME AND OUTPUT RESULTS

**OUTCOME 1** Women and children have equitable access to better quality national and decentralized health services

#### **Analytical Statement of Progress:**

Selon le rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de 2015, le Cabo Verde a atteint les objectifs 4 et 5. Le taux de mortalité infantile est passé de 23,9 (en 2004) à 21,4 pour 1.000 enfants naissants vivants (en 2013), et la mortalité maternelle est passée de 42,2 pour 100.000 enfants naissants vivants (en 2004) à 37,9 (4 femmes en nombre absolu en 2013). La mortalité due à des causes périnatales compte pour 65,9% de la mortalité infantile (Rapport statistique du MS, 2013). En 2015, une attention spéciale a été donnée aux interventions liées au renforcement des capacités des institutions pour l'amélioration de la qualité des soins et la réduction de la mortalité périnatale.

En 2015, deux nouvelles vaccins ont été introduits dans le calendrier national le VPI et le HPV. Le plaidoyer de l'UNICEF et de l'OMS ont contribué à la mobilisation des partenaires internes aussi bien qu'à l'adhésion de la Première Dame du pays aux actions de mobilisation des partenaires internationales pour l'acquisition des vaccins HPV. Il est à noter que le Cabo Verde continue à compter sur l'appui de l'UNICEF pour accéder aux prix abordables de ces vaccins de même que pour la mobilisation des partenaires internationaux.

En outre, les capacités du Ministère de la Santé (MS) ont été renforcées dans les aspects de la gestion administrative et financière en garantissant l'efficacité. Il y'a également eu une réorganisation des services au niveau des structures de santé, centrales et décentralisés. Cela



a permis l'élargissement des horaires de fonctionnement qui sont passés de 8 à 10 heures par jour, envisageant ainsi d'augmenter l'accès et l'offre des soins, avec un focus sur la promotion de la santé communautaire.

Dans le domaine de la nutrition, on souligne la mobilisation de 200.000 US\$ pour la mise en œuvre l'initiative de fortification domiciliaire, afin de réduire le taux d'anémie chez les enfants moins de 5 ans (52%). En plus, le pays a certifié officiellement le troisième hôpital Amie des bébés. A noter que les données sur les pratiques parentales démontrant que dans ce que concerne en premier lieu l'allaitement des jeunes enfants, on observe que 98% des enfants ont été allaités et que l'allaitement a été exclusif pour 96% d'entre eux. Mais seulement 30 % des enfants de l'échantillon ont été allaités de façon exclusive jusqu'à leurs six mois. Par ailleurs, les mères ont des avis très mitigés quant à l'usage du biberon, seules 37% d'entre elles y étant favorables.

Le monitoring de la consommation du sel iodé est fait selon les recommandations de l'ICCIDD et la distribution de fer dans les écoles d'enseignement de base et de Vitamine A a continué avec le support de l'UNICEF.

**OUTPUT 1** the MoH central services have capacities to plan, budget, mobilize resources for and execute the PNDS.

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre du processus de la réforme du secteur de Santé, l'UNICEF a appuyer le Ministère de la Santé dans le renforcement institutionnel en matière de gestion, suivi et contrôle financier permettant la présentation de comptes de façon plus transparent et la remise de rapports fiables et dans le temps. Cela a eu comme résultats la standardisation de la gestion et a permis une épargne au tour de quatre cents milliards d'escudos (1% du budget du Ministère). En outre, les contributions de l'UNICEF en 2015 ont également concerné le renforcement du système d'approvisionnement et de gestion des médicaments et produits pharmaceutiques dans le cadre du renforcement du secteur pharmaceutique.

En plus, dans le cadre de la mise en œuvre du PNDS, visant le renforcement institutionnelle du Ministère de la Santé, l'UNICEF a participé dans des différents comités techniques, nommément : i) le Noyau d'Appui Technique (NAT) pour l'accompagnement des processus d'analyse et d'évaluation de la gestion du Programme Elargie de Vaccination ; ii) comité de Suivi de l'évaluation de la Santé des Adolescents ; et iii) Supervision Stratégique de l'Instance National de Coordination (INC) du Fonds Mondial sur la réponse national au VIH/SIDA.

**OUTPUT 2** Universal coverage sustained for children U1 years for immunizations by 2016.

**Analytical Statement of Progress:**

Pour 2015 on souligne trois produits qu'ont été conçus avec le support de l'UNICEF, en partenariat avec l'OMS, envisageant le renforcement du Programme Elargie de Vaccination. L'Inventaire de la Chaine de Froid (CdF), l'Evaluation GEV (Gestion Efficace des Vaccins) et l'Evaluation Externe du PEV ont apporté une connaissance plus approfondie et une meilleure appropriation du PEV par les différents intervenants des actions de vaccination au niveau du Ministère de la Santé. Cela a également permis d'identifier les forces et les faiblesses dans la mise en œuvre des stratégies adéquates/mesures identifiées et adaptées pour le renforcement de la vaccination de routine. Il sied de noter que ces exercices ont abouti dans un Plan de Réhabilitation CdF et le Plan d'Amélioration GEV. Les aspects liés à la GEV, à la supervision formative et au système d'information du PEV ont été renforcés, en permettant une amélioration

dans la gestion des vaccins et une accélération dans la soumission et l'analyse des données. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Introduction du VPI, l'UNICEF a appuyé le renforcement des capacités des techniciens de santé pour la technique de vaccination, à travers la gestion de VPI, aussi bien que le suivi auprès de Supply Division pour la mise à disposition des vaccins VPI, prévue pour fin mars 2016.

Une préparation du processus Switch tVPO à bVPO, dirigée par le MS avec l'appui technique de l'UNICEF et de l'OMS a également eu lieu. Dans ce sens, un plan switch budgétisé a été validé et le processus d'acquisition des vaccins bVPO a été assuré par le Supply Division de l'UNICEF.

Comme résultat d'un plaidoyer conjoint UNICEF/OMS, en 2015 le Gouvernement du Cabo Verde a pris la décision d'introduire le vaccin HPV dans le calendrier vaccinal avec des efforts financiers internes. Une mission technique conjointe UNICEF/OMS a donc été réalisée et des orientations/recommandations émanant de cette réflexion ont été acceptées par le gouvernement.

Dans le but de renforcer techniquement le pays à la mise en place de ces différents défis (nouveaux vaccins et leur gestion efficace), des efforts ont été fournis. C'est ainsi que 25% des techniciens des Dépôts centraux et Régionaux ainsi que des services centraux de la Direction Générale de la Santé ont accru leurs compétences en matière de GEV, en *Warehouse & Inventory Management for Partners* et en *Vaccine Procurement Practitioners*.

**OUTPUT 3** By 2016, percentages of exclusive breastfeeding are improved and U5 anemia rates are analyzed and reduced in an equitable manner

#### **Analytical Statement of Progress:**

Cette année, le pays vient de reconnaître officiellement le troisième Hôpital Amie des Bébés (3 des cinq hôpitaux existants au pays), résultat de la mise en œuvre d'une politique de promotion de l'allaitement maternelle dans le cadre de l'Initiative des Hôpitaux Amies des Bébés (IHAC), en garantissant que les 10 pas soient respectés. En plus, la Banque de Lait Humain a été décentralisé de l'Hôpital central pour les centres de santé, et ces services se retrouvent maintenant plus proches de la population.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNDS 2012-2016 vers à la réduction de taux d'anémie, l'UNICEF s'est rendu disponible notamment pour la distribution de fer et le déparasitage dans les écoles de l'EBI et les jardins d'enfants, coordonnés par les Ministères de la Santé et de l'Education.

Comme résultat d'un plaidoyer de l'UNICEF, 200 000 US\$ ont été mobilisés auprès de la Coopération Luxembourgeoise pour la mise en œuvre de la stratégie de *Fortification Domiciliaire*, envisagent la réduction du taux d'anémie chez les enfants de moins de cinq ans. Le Protocole pour la fortification domiciliaire a été élaboré et devra être approuvé en janvier 2016. L'acquisition des MNP's a été faite à travers le *Supply Division* de l'UNICEF. Le matériel d'information et de sensibilisation est en cours d'élaboration, notamment des spots TV et radio, des *outdoors*, affiches et dépliants.

En donnant suite aux recommandations de l'ICCIDD, le Ministère de la Santé a réalisé le monitoring sur la consommation du sel iodé au niveau des écoles et des foyers. Cela a démontré plus de 99% d'utilisation du sel iodé dans les écoles et 95% au niveau des ménages et 100% dans les locaux de production de sel.



**OUTPUT 4** Decentralized services for ante natal care, skilled attendance at birth, PMTCT and Post natal care are provided to all pregnant women and new borns, supported by improved family practices

**Analytical Statement of Progress:**

Un *pool* de formateurs et d'auditeurs ont été formés en Soins Obstétricaux et Néonataux de Base et d'Urgence, de manière décentralisée. En outre, 100% des structures de santé (centres de santé, hôpitaux centraux et régionaux) ont reçu des visites de supervision intégrée (prénatal, post-accouchement, soins périnataux et vaccination), visant le suivi de l'utilisation correcte des outils de suivi et de gestion des services de santé. Les soins prénatals et post-accouchement sont offerts par les structures de santé en complémentarité et dans la capitale du pays l'ONG VERDEFAM intervienne aussi en support aux services publics.

Un des grands résultats de 2015 est la manifestation d'intérêt du Gouvernement de démarrer le processus de certification en vue de l'élimination de la transmission verticale. Le taux de PTME est de 97% et 4% d'abandon du traitement selon les données du Rapport du Fond Mondial de 2014. Le suivi communautaire et le soutien psychosocial des mères et des enfants nés de mères séropositives ont été renforcés avec l'appui conjoint de l'UNICEF et de l'UNFPA, dans le cadre du Programme de Prévention de la Transmission Verticale. La coordination des actions du programme est faite par le Ministère de la Santé à travers le programme VIH/SIDA.

En 2015 on souligne, la création du Programme de Santé des Adolescents (PSA) dans le nouvel organe du Ministère de la Santé. L'UNICEF en partenariat avec l'UNFPA a appuyé le renforcement de ce programme en tant que membre du Comité d'Appui Technique du Programme Santé Adolescent. Une évaluation des services de la santé des adolescents, y compris la santé sexuelle et de la reproduction a été réalisée avec l'appui technique conjoint de ces deux agences. Les résultats ont démontré la nécessité de consolider l'attention primaire et de focaliser l'offre des services aux adolescents, tout en tenant compte de la question de genre, des dimensions socioculturelles et du contexte social des îles.

Dans la mise en œuvre du Plan de travail Annuel du Programme, des techniciens de prestations de soins primaires de 50% des Centres de Santé du pays ont été formés sur l'accueil spécifique des adolescents. L'offre de prestations a été redynamisée et étendue à d'autres centres afin de garantir aux adolescents l'accès à ces services.

Des interventions complémentaires dans ce domaine ont été promues et réalisées par le Ministère de la Santé et la société civile.

**OUTCOME 2** Increased retention and learning achievements in primary education and improved access to secondary education with special focus on girls. All children under 6 have access to quality, well regulated comprehensive programmes and services for ECD.

**Analytical Statement of Progress:**

Les politiques du Gouvernement de Cabo Verde en vue d'assurer l'accès à l'école ont permis d'atteindre un taux de scolarisation de plus de 90% pour les enfants de 5 à 17 ans (garçons - 88,9% et filles - 90,9%).

En dépit d'une stabilisation entre les années 1970 et 1985, la population en âge de fréquenter le cycle primaire connaît une augmentation très notable entre les années 1960 (32 942 individus) et 2000 (73 470 individus). Depuis cette date, la taille du groupe en âge de fréquenter le primaire diminue. Ce mouvement est assez intense puisqu'entre 2000 et 2015, la taille du

groupe serait passée de 71 000 à 62 000 (une baisse de près de quinze pourcent sur cette période de 15 années). A partir de 2015, il est prévu que ce pattern de diminution de la taille des cohortes en âge d'être dans le cycle primaire va sensiblement s'atténuer, les effectifs de ce groupe devant alors rester plus ou moins stables. Le taux de scolarisation est plus de 90% pour les enfants de 5 à 17 ans (garçons - 89% et filles - 90%) et au tour de 10% du Budget de l'état est allouée au secteur. De façon apparente, les six années du cycle de base les redoublements est de l'ordre de 10% et des abandons en cours de cycle eux-mêmes très faibles (7 % sur l'ensemble du cycle). Le premier cycle du secondaire commence bien avec un taux de transition de 94%. A partir du deuxième du secondaire les taux abandons et de redoublement sont très élevés (25% d'abandon et 20% redoublement).

Tenant en compte ce nouveau scénario, le support de l'Unicef durant ces dernières années s'est concentré sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement et sur la planification stratégique du secteur. Une nouvelle carte de politique sectorielle a été élaborée sur la base d'une diagnostic profond du système et présente une approche innovatrice de cycle de vie (préscolaire au supérieur). Le brouillon de la nouvelle politique sectorielle, déjà soumis au gouvernement pour approbation, fait des propositions de réformes profondes du secteur. L'objectif visé est la réduction du redoublement au secondaire et l'amélioration de la qualité à travers l'amélioration du système de gestion, supervision et contrôle. Le renforcement de la formation technique et professionnelle comme système et des filières scientifiques et techniques de l'enseignement supérieur est également un moyen d'atteindre cet objectif. Environ 88% des enfants entrant au cycle de base en 2013 ont en fait bénéficié d'une forme ou d'autre de préscolaire, selon les résultats du Bilan des Compétences. Depuis 2012, l'UNICEF travaille avec le pays dans la restructuration et changement de l'approche pour un programme en faveur de la petite enfance. Des éléments d'analyse ont été disponibles au Cabo Verde et un programme a été élaboré et devra être approuvé par le Conseil des Ministres en 2016. Des scénarios financiers ont été identifiés, permettant aux décideurs d'avoir une idée plus claire sur l'impact et l'efficacité de ce programme.

**OUTPUT 1** By 2016, access to quality pre-school education programmes increased

**Analytical Statement of Progress:**

Une ébauche de programme a été approuvée sur la base des trois prototypes que le Cabo Verde a élaboré dans le cadre du programme régional d'appui au développement de la Petite Enfance dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. , Deux études opérationnelles sur les coûts du système ainsi que des scénarios opérationnels pour l'organisation et fonctionnement ont été également effectués dans ce sens.

Deux ateliers ont été réalisés avec la forte participation du bureau régional et des partenaires nationaux. Les deux axes: 0-3 ans et 4-5 ans pour la petite enfance comme sous-système, ont été organisés en lignes opérationnelles selon les modèles proposés, y compris le scénario d'assurance d'une année par l'état. Il y'a aussi des modalités où les enseignants et encadreurs peuvent être assurés par le ministère de l'éducation. Le plan a été soumis et il est en train d'être révisé pour l'introduction des quelques changements et alignement avec le plan sectoriel de l'éducation.

**OUTPUT 2** Issues of inequities in and quality of education properly analyzed and monitored, explicitly addressed in policies and programmes, and sufficiently budgeted for at both central and decentralized levels

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de l'appui à la planification et la gestion de l'éducation, l'annuaire statistique ainsi que la chronologie des principaux indicateurs de l'éducation de 2001 à 2015 ont été publiés. En plus, le travail d'actualisation et d'harmonisation des indicateurs et la publication des Cartes Éducatifs ont été complétés pour toutes les îles. Le renforcement des capacités de l'équipe centrale et locale du Ministère a été conduit dans un formaton *the job*, sur la base de la préparation de ces instruments. Cela s'est également fait sur la base de l'actualisation des données du Census Education de 2012, dont l'analyse a été conclue pour les principales thématiques et préparée pour publication en 2016.

Dans cette même ligne, une équipe du MED (5 personnes) a été appuyée dans une formation plus approfondie à distance, en «Politiques Sectorielles et Gestion des Systèmes Educatifs» à un niveau de Master 2, par l'Université de Bourgne.

Dans le cadre de l'élaboration du plan sectoriel d'éducation, le rapport de diagnostic de la situation de l'éducation a été élaboré et approuvé par le groupe local des partenaires d'éducation, ainsi que les lignes directives pour la nouvelle politique éducative à l'horizon de 2030. Cela a pu se faire à partir des scénarios définis sur la base du modèle de simulation financière pour Cabo Verde, construit par l'équipe technique multisectorielle et interministérielle. Ce processus compte aussi sur l'appui du Partenariat Global pour l'Éducation. Le brouillon de la nouvelle politique sectoriel, déjà soumis au gouvernement pour approbation.

Une évaluation interne et nationale de la qualité des apprentissages (provas aferidas) a été conduite cinq ans après la précédente conduite en 2010, pour les classes de la 4<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> année. Celle-ci s'est centrée sur la langue portugaise et les mathématiques, dans l'attente de l'évaluation externe nationale systématique. Ladite évaluation sera introduite à partir de l'année prochaine, sur la base du nouveau système des évaluations qui a été approuvé cette année. Cela vient combler une lacune du système national d'évaluation qui n'était pas appliqué jusque-là.

**OUTPUT 3** Drop out rates in primary and secondary schools analyzed and explicitly adressed by policies and programmes

**Analytical Statement of Progress:**

En adéquation à la nouvelle méthodologie d'apprentissage par compétence, la formation des enseignants a continué cette année encore de manière traditionnelle, en attendant la mise en place du projet de formation à distance, dont le logiciel a été mis en fonction cette année. La dispersion des îles a été prise en compte, les modules de formation ont aussi été élaborés et la salle d'appui technique installée pour un démarrage au début de l'année 2016. De nouveaux manuels ont été mis à disposition pour les classes de la 1<sup>ère</sup> à la 7<sup>ème</sup> année, sachant qu'ils seront complétés l'année prochaine. Le nouveau système d'évaluation des apprentissages a été approuvé, conformément à la nouvelle méthodologie.

De même, l'élargissement de l'enseignement de base de 6 à 8 ans a été généralisé au niveau national pour l'année scolaire 2015/2016, après la phase expérimental mis en place durant l'année scolaire 2014 / 2015.

**OUTPUT 4** By 2016, healthy, inclusive, safe and gender-sensitive learning environments established in all primary schools

**Analytical Statement of Progress:**

Le renforcement des capacités en éducation spécialisée a continué avec la formation de 60 enseignants pour la prise en charge des élevés sourds, en collaboration avec l'Association des Sourds, dans un partenariat public /société civile.

Tenant en compte l'expérience pilote de réinsertion scolaire, développée dans le cadre du projet inclusion sociale, une étude a été conduite pour documenter les bonnes pratiques et élaborer des mesures correctives dans le système pour la diminution du redoublement et l'abandon scolaire, particulièrement dans le niveau secondaire.

Pour l'intégration des thématiques transversales, une évaluation de la discipline de Formation Personnelle et Sociale a été faite pour appuyer la définition de la nouvelle discipline qui a été désignée comme «Education pour la Citoyenneté». Une analyse externe a été faite et un atelier pour la collecte des contributions de la communauté éducative a été réalisé. Cette discipline est pensée pour couvrir des thématiques telles que la santé de la reproduction, l'entrepreneuriat, les droits humains, etc. de la première à la 12ème année.

**OUTCOME 3** Children and adolescents, especially girls and women are protected from abuse, violence and exploitation through regulatory frameworks and service delivery mechanisms.

**Analytical Statement of Progress:**

Selon l'étude sur les pratiques parentales (2014), seuls 8 % des enfants ne sont pas enregistrés à l'état civil. Parmi les raisons invoquées par les mères pour expliquer le défaut d'enregistrement, 25 % disent qu'elles ne savaient pas qu'il fallait enregistrer l'enfant, 19 % l'expliquent par le fait que le père était absent et 17 % par un défaut de papiers d'identité. La très grande majorité des enfants ne sont laissés ni sans adulte à la maison (88 %), ni complètement seuls (91%), ces proportions étant légèrement plus élevées lorsque les enfants ont moins de 2 ans. Les mères passent davantage de temps à expliquer à l'enfant comment se prémunir des dangers qu'il est susceptible de rencontrer dans la vie courante, à mesure que celui-ci grandit. Si elles sont 57% à ne pas avoir d'activités de ce type lorsque l'enfant a moins de 2 ans, elles sont «seulement» 10 % à ne fournir aucune explication à leur enfant lorsqu'il a plus de 3 ans.

En 2015, il était rapporté 183 cas d'abus sexuel des enfants. Plus de 95% sont des filles. L'abus sexuel est identifié pour 15% les mères comme un danger auxquels elles pensent que leurs enfants de 3-6 ans sont exposés. La soumission du plan d'Action sur l'Abus et l'Exploitation Sexuelle des enfants à la Ministre en charge de la protection des enfants est un résultat important pour 2015 dans le domaine de la protection des enfants. L'étude sur l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants a démontré qu'il est nécessaire de combattre dans la société capverdienne des pratiques socioculturelles qui favorisent l'abus et l'exploitation sexuelle des enfants. Le (dys)fonctionnement du système de justice est identifié comme une des raisons de la non-dénonciation.

En plus, presque 350 enfants sont sur les soins des institutions de l'Etat (centres d'urgences et Aldeias SOS). L'UNICEF a continué, en 2015, avec la mise en place du plan de restructuration des Centres d' Urgence visant leur adaptation aux standards minimums de qualité, selon les recommandations des différents rapports. La réglementation du Statut de l'Enfant et de l'Adolescent a été une des priorités pour 2015. A souligner, dans le cadre de l'enregistrement des enfants, la mise en place effective des services d'enregistrement dans tous les hôpitaux et centres de santé. Un Protocole tripartite entre les Ministères de la Justice et de la Santé et de

l'Institut National de la Statistique visant faciliter l'enregistrement des faits d'état civil et la production des statistiques vitales a été signé. Ce protocole qui voit le jour à la suite de la révision du Code de l'Etat Civil. Cela est un résultat important visant augmenter le taux l'enregistrement à la naissance et la production des statistiques fiables et de qualité.

Malgré des progrès dans la production statistique, la disponibilité des données de qualité dans le domaine de la protection des enfants, notamment sur les abus et exploitation sexuelle et sur la pauvreté des enfants, sont des contraintes importants pour le ciblage des interventions. Un plaidoyer est en cours visant le changement de la situation.

**OUTPUT 1** By 2014, the legal and institutional framework for the national child protection system is fully operational, including for birth registration

**Analytical Statement of Progress:**

Le travail de réglementation du Statut de l'Enfant et de l'Adolescent a reçu des inputs des professionnels de divers secteurs, à travers deux ateliers régionaux, après sa conclusion en 2014. L'édition de la réglementation de cet important document aura lieu en 2016.

Les trois partenaires-clés pour l'enregistrement des enfants, à savoir le Ministère de la Justice, le Ministère de la Santé et l'Institut National de la Statistique ont renforcé leur coordination à travers un Protocole tripartite, pour faciliter l'enregistrement des faits d'état civil et la production des statistiques vitales. Ce protocole qui voit le jour à la suite de la révision du Code de l'Etat Civil de Cabo Verde, approuvée par l'Assemblée Nationale en décembre 2014, vient permettre une conjugaison d'efforts pour l'enregistrement des naissances dans un établissement de santé avant la sortie de l'enfant (article 76 de ce Code) Le Code stipule clairement qu'il est de la compétence du médecin ou de la sage-femme ayant assisté à l'accouchement de veiller à l'enregistrement de la naissance d'un enfant. En effet cela est considéré comme une tâche dans l'exercice de leur fonction" (article 77). Par ailleurs, ils doivent rester attentifs à la communication et à la production des statistiques sur les enregistrements de naissances.

Le renforcement institutionnel de l'Institut de l'Enfant et de l'Adolescent (ICCA) a continué en cette année 2015 dans les domaines de gestion, administration, mise à jour des instruments d'analyse du système de protection et suivi du programme de Protection des enfants.

**OUTPUT 2** By 2016, organizational and human capacities of child protection central and decentralized actors support gender-appropriate services

**Analytical Statement of Progress:**

L'exécution du plan de travail pour la mise en œuvre des recommandations faites, suite au diagnostic du fonctionnement des centres de protection des enfants et des adolescents ont continué en 2015. Les actions ont eu un volet très fort de mise en œuvre des instruments de gestion des centres d'accueil. En outre, les centres d'urgence, qui accueillent les enfants victimes d'abus, négligence/maltraitance et abandon ont continué d'être renforcés au niveau des ressources humaines (affectation de personnel et réalisation d'actions de formation) qu'au niveau de l'amélioration des infrastructures.

**OUTPUT 3** Levels of violence, exploitation and abuse of children, adolescents and women are reduced as a result of a change in social norms

**Analytical Statement of Progress:**

L'étude et le plan d'Action sur l'Abus et l'Exploitation Sexuelle des enfants, entamé en 2014, a été conclue et le pays dispose maintenant d'un document permettant la connaissance des causes et de la dimension des'abus et de l'exploitation sexuelle des enfants. Le Plan d'Action

va permettre l'adoption de mesures adéquates et plus efficaces de lutte et de créer un environnement protecteur de l'enfant contre le phénomène de l'Abus et de l'exploitation sexuelle.

**OUTPUT 4** By 2016 the Justice system delivers gender-appropriate protective services for child victims and witnesses, as well as for children in conflict with law

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre de l'appui au renforcement du système de justice pour les enfants, nous avons continué le renforcement des capacités des acteurs nationaux en ce qui concerne l'approche à adopter vis-à-vis des enfants en contact avec la loi.

Dans une activité conjointe avec l'ONUDC, dans le cadre de l'Initiative Conjointe pour la justice pour les enfants, une Conférence sur la justice juvénile a été réalisée à Cabo Verde, suite au Congrès International organisé en Suisse en janvier 2015. Cette Conférence a eu l'appui technique de la Fondation « Terre des Hommes » et a permis d'entamer un débat national sur la justice juvénile restaurative, en identifiant les principales forces et faiblesses, ainsi que les opportunités à saisir pour l'introduction de cette forme innovatrice de rendre justice, avec l'accent sur le dialogue, la participation, la réparation des dommages et la promotion de la paix sociale. Une Lettre d'Engagement a été adoptée, avec des recommandations globales et spécifiques pour les autorités et la société civile.

**OUTCOME 4** Fully disaggregated statistics made available and analysis utilized in support of formulation of and reporting on key child, adolescent and gender-friendly laws, policies and programmes, including contingency planning

**Analytical Statement of Progress:**

Les estimatifs du Ministère du Plan indiquent qu'un quart de la population est pauvre. En plus, le dernier rapport d'analyse de la situation des enfants de 2011 a indiqué que plus de 40% des enfants de moins de 15 ans sont pauvres. Dans le cadre de la protection sociale des personnes les plus vulnérables, 16000 personnes sont bénéficiaires des pensions sociales minimum. En plus, il existe d'autres programmes sociaux de soutien, comme les cantines et transports scolaires, des interventions communautaires de solidarité sociale. Malgré cela, il n'existe pas une systématisation et des critères clairs pour la sélection des bénéficiaires. Dans un contexte de restriction budgétaire et de diminution des aides publiques, il est important d'identifier les initiatives soutenant les stratégies de développement les plus efficaces et équitables. Dans ce contexte, l'Unicef a appuyé l'élaboration du document de politique avec les options pour la mise en œuvre d'un programme de transfert social cohérente, efficace et équitable. Cela a été réalisé conjointement avec deux institutions brésiliennes, *International Policy Centre for Inclusive Growth* et l'institut de recherche IPEA (Instituto de Pesquisa Economica Aplicada), dont le but est d'analyser les options pour un programme de transferts sociaux au Cabo Verde. Ceux-ci présentent des options du programme de transfert social et se focalisent sur l'indication de la population cible, des options sur les montants des transferts pour les bénéficiaire, les outils de focalisation, conditionnalités et analyse de l'espace fiscale. De plus, les résultats des analyses ont contribué à la définition des critères pour le cadastre unique des bénéficiaires des programmes sociaux. Le document élaboré en 2014 a été validé et présenté au Gouvernement en début 2015.

Malgré la mise à disposition des options de politiques pour le programme de transferts sociaux, l'option à être adoptée n'est pas encore validée par le Gouvernement ce qui n'a pas permis la définition du programme de transferts sociaux en 2015. Avec trois élections prévues pour le

premier semestre 2016, il y'aura certainement des retards dans la définition du programme. L'éruption du volcan sur l'île de Fogo a démontré la fragilité des institutions nationales dans la gestion des désastres naturelles. Depuis 2014, le Gouvernement du Cabo Verde a commencé, avec l'appui du PNUD et de l'UNICEF à engager des réflexions, avec le thème de la réduction des risques naturelles, de la préparation pour les urgences, et de la reprise après les désastres.

**OUTPUT 1** The national statistical system is supported to generate and disseminate on a timely basis disparity / equity-focused statistics on the situation of children, adolescents and women

**Analytical Statement of Progress:**

Dans le cadre du renforcement des capacités pour la production de données fiables et de qualité pour la définition et le suivi des politiques en faveur des enfants, l'Unicef a apporté son appui pour la mise en œuvre de l'enquête budget consommation. Cette enquête fournira des données sur le statut nutritionnel et les conditions de vie des enfants. Ces données seront disponibles en 2016.

**OUTPUT 2** Fiscal options are identified for child friendly social protection and the reduction of child poverty

**Analytical Statement of Progress:**

Le document avec les options d'un programme de transferts sociaux pour le Cabo Verde a été techniquement validé et soumis au gouvernement. En étroite collaboration avec le PNUD et le BIT, une importante étude incluant un grand nombre d'analyses portées sur (i) les options d'un programme de transferts sociaux pour le Cabo Verde, défini sur la base d'une analyse de la vulnérabilité sociale des populations cibles, sur la valeur des transferts, et sur les outils de suivi du programme (ii). Ce programme a également été basé sur l'évaluation des capacités du pays en termes, de services administratifs, capacités organisationnelles et de ressources humaines ainsi que (iii) sur l'analyse de la situation macroéconomique et fiscale du pays mais aussi le profil de sa situation démographique (afin d'évaluer ses capacités pour supporter un programme de telle envergure).

En outre, le partenariat entre l'UNICEF et le PNUD a permis de renforcer les capacités techniques des principaux acteurs chargés de la coordination des programmes de protection sociale, en termes de concept, systèmes, mécanismes de gestion et de mise en œuvre d'un programme de protection sociale. En effet, deux actions de formation bénéficiant en moyenne de 73 cadres (Points focaux protection sociale des municipalités, cadres de l'INPS, cadres de la DGSS et de la DGS) ont eu lieu à Praia (pour les acteurs de Sotavento) et à Mindelo (pour les acteurs de Barlavento).

En outre, l'atelier de présentation et de discussion de l'étude sur les options possibles pour un programme de transferts sociaux au Cabo Verde a eu lieu au début de l'année avec la participation des représentants de toutes les îles, environ 80 cadres.

**OUTPUT 3** child friendly gender sensitive municipal planning is supported, including for contingency planning

**Analytical Statement of Progress:**

La priorité dans ce domaine est de réaliser une étude de la vulnérabilité et évaluer les risques à l'échelle nationale. L'objectif global de l'évaluation est de développer un profil de risque fondé sur des preuves, qui servira comme input critique pour la gestion des risques et son intégration



dans les processus de développement local et de la résilience.

L'évaluation nationale de la vulnérabilité sera complétée par une étude des risques, centrée sur les enfants (child centered risk assessment). Le processus d'élaboration de l'étude a démarré en 2015 avec le support du Bureau Regional.

En outre, l'UNICEF a participé dans l'élaboration du rapport sur l'évaluation des besoins post-désastre (PDNA) du volcan de Fogo. La participation de l'UNICEF a permis que les questions sociales, en particulier celles des enfants, soient prises en compte dans le rapport.

## Document Center

### Evaluation and Research

Title	Sequence Number	Type of Report
PRATIQUES PARENTALES VIS-A-VIS DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS	2015/001	Study